

Lettre électronique du NPA 33 dans le secteur de l'éducation



17 janvier 2019

Sommaire

@ Edito - Nous ne pourrons changer les choses que par notre mobilisation !

@ Réformes du Bac et du Lycée : plus de tri social et de nouvelles attaques contre les enseignants et leurs enseignements

@ Stylos rouges : pour aider à construire une lutte d'ensemble ?

@ Pour Blanquer, faire confiance, c'est soumettre !

@ Quelques brèves et deux annonces...

Edito - *Simulacre de débat, mensonges d'Etat, répression policière* Nous ne pourrons changer les choses que par notre mobilisation !

L'acte IX a rassemblé bien plus des 84 000 personnes annoncées. Mais face au mouvement, à sa détermination, le gouvernement amplifie la répression, les provocations... et Macron a le culot de nous proposer de « débattre » en prévenant qu'il ne changera rien à sa politique !

Depuis le début des manifestations, on compte des dizaines de blessés graves. De nombreux ronds-points ont été dégagés par la force. Plus de 5000 personnes ont été mises en garde à vue, plus de 800 passées en comparution immédiate, des centaines de condamnations et pour certains de la prison ferme. Alors que le hors la loi Benalla bénéficie de soutiens en haut lieu, l'ancien boxeur Christophe Dettinger a été emprisonné avant même son procès !

Avant de nous écrire, Macron nous a traités de « *foule haineuse* », qui manquent du « *gout de l'effort* », Griveaux d'« *agitateurs qui veulent l'insurrection* ». Et l'ex-ministre LR Luc Ferry a été jusqu'à dire à un journaliste « *on a la quatrième armée du monde, elle est capable de mettre fin à ces saloperies* » !

Les serviteurs des riches étalent leur haine et leur peur des travailleuses et des travailleurs, des chômeurs, des retraités quand ils relèvent la tête. L'Etat réprime, emprisonne, mutile ceux qui se battent contre l'injustice, pour leur pouvoir d'achat, pour la démocratie.

Cac 40 : 57,4 milliards de dividendes en 2018 !

Ni la répression, ni la comédie du « grand débat national » n'éteindront la colère contre les injustices !

Les entreprises du CAC 40 ont versé en un an 57,4 milliards d'euros à leurs actionnaires, un record avec 12,8% de plus que l'an dernier ! Les riches n'en ont jamais assez et sont prêts à tout pour toujours plus de profits.

Jour après jour, le capitalisme aggrave nos conditions de travail et de vie : fermeture d'usines comme à Ford et li-

cenciements, précarité, bas salaires, attaques contre les chômeurs... tandis que les services publics ne cessent de se dégrader, que les conditions de travail dans l'éducation ou à l'hôpital sont de plus en plus dures.

« Débattons » entre nous de comment s'organiser et lutter

Pour faire sortir les milliards des coffres des multinationales, de la finance, du patronat, pour qu'ils servent aux salaires, pensions et minima sociaux, à embaucher (en partageant le travail entre tous !), à des services publics dignes de ce nom, il faudra imposer que ceux qui font tout fonctionner, les 99 % que nous sommes, contrôlent la société, l'économie.

Le mouvement des gilets jaunes pose la question de qui décide et qui contrôle, comment. Mais c'est bien davantage qu'un référendum d'initiative citoyenne (le RIC) qui est nécessaire. Les capitalistes ne lâcheront rien d'important par référendum ! Les ouvriers de Ford sont bien placés pour savoir que ce n'est pas par un bulletin qu'on peut affronter les multinationales, qu'elles soient américaines ou françaises.

Il y a urgence face à la logique destructrice du capitalisme qui appauvrit, réduit nos libertés et ravage l'environnement. Urgence aussi face aux dangers de l'extrême-droite qui tente de profiter du mouvement en opposant les « français » aux autres.

Il s'agit au contraire d'unir nos forces, travailleur.se.s, chômeur.se.s, jeunes et retraité.e.s de toutes origines, faire que le mouvement pour nos droits sociaux et démocratiques se renforce, et pour cela, il est nécessaire qu'il s'étende dans les entreprises, les usines, l'éducation, la santé. C'est là qu'il nous faut mener le « débat » entre nous, sur comment s'organiser pour changer les choses !

Réformes du Bac et du Lycée : plus de tri social et de nouvelles attaques contre les enseignants et leurs enseignements

C'est bien sûr au nom du « progrès » et contre les archaïques que nous sommes, les enseignants, que ce gouvernement impose ces contre-réformes dans le droit fil de ce qui a déjà été fait.

Il fallait en finir avec les filières et les classes dépassées, les enseignements traditionnels, le bac avec trop de matières, etc. En réalité, l'objectif à peine caché du gouvernement est de faire plus de tri social, des économies de postes en supprimant des heures d'enseignement, en regroupant de plus en plus dans des classes de 35 élèves, voire plus, et en surchargeant les enseignants. Bien sûr au détriment des élèves, des enseignants et des savoirs, en particulier critiques.

Plus de tri social

Les élèves entrés en Seconde générale cette année scolaire-ci devront dès le mois de mars (certains ont déjà commencé en décembre !) choisir 3 « spécialités » (l'équivalent des matières des anciennes séries) à suivre en Première et qui détermineront le Bac qu'ils présenteront 3 ans après. C'est bien trop tôt pour des adolescents de plus en plus désorientés et privés de débouchés à la fin de leurs études. Ce choix s'effectuait jusqu'à présent à la fin de la Seconde. Et cela alors que le service public d'orientation n'existe plus et que ce sont donc les enseignants qui doivent l'assurer (de façon plus ou moins volontaire voire sur des heures supplémentaires dans les faits, vu la charge de travail et sans formation pour cela !) Ce sont bien sûr les jeunes des milieux les plus défavorisés qui en souffrent et en souffriront le plus.

Quant aux 12 spécialités plus ou moins nouvelles proposées (dont on ne connaît toujours pas les programmes ni qui les enseignera, il est même question que certaines le soient par 2 profs en même temps), elles ne sont en réalité que 9 vraiment disponibles dans la plupart des établissements : Histoire-géo-sciences po, Arts, Humanités-littérature-philosophie, Langues et littérature étrangères, Maths, Numérique et sciences informatiques, SES, SVT et Physique-Chimie. Sciences de l'ingénieur, certains Arts et Ecologie (celle-ci uniquement en lycée agricole) seront très peu dispensés. Pour toutes les matières mais plus pour celles-ci, il est prévu de faire des regroupements dans les lycées et même entre lycées. L'objectif est qu'une spécialité n'existe que si elle regroupe au moins 35 élèves. En Région parisienne, il a ainsi été demandé aux proviseurs que les amphithéâtres existants dans leurs lycées soient employés pour des classes à 70 élèves pour soi-disant « *habituer les jeunes aux amphithéâtres de la faculté* » ! Il est évident que cela crée des lycées à la carte et que les meilleurs, les mieux situés en ville, cotés et dotés de toutes les matières sélectionneront encore plus leurs élèves. Et ce sera la lutte pour être dans ces lycées (favorisée par la fin de la carte scolaire). Le changement

de lycée s'avérera très compliqué vu que tous n'auront pas la même « offre » d'enseignements. Les inégalités sociales qui sont souvent territoriales seront accentuées, de petits établissements en particulier ruraux risquent de disparaître, de nombreux jeunes mais aussi des enseignants sacrifiés.

Des économies sur le dos des enseignants

Quant au tronc commun d'enseignements dit « *socle de culture commune* », il se trouve amputé de plusieurs heures avec la disparition des maths (!), la philosophie réduite à 4 heures, l'histoire-géo avec une heure en moins et les langues une demi-heure aussi. Les élèves pourront faire des maths en option mais plus spécialisées et donc sélectives (avec maths expertes et maths complémentaires). Les programmes d'histoire, de SES et de Lettres ont d'ailleurs été revus pour être de moins en moins basés sur l'analyse et la critique.

Les élèves de Seconde suivront 3 spécialités en Première et en abandonneront une à la fin de l'année ; on ne peut qu'être inquiet sur le devenir de certaines spécialités « abandonnées » (par le choix des élèves... ou des établissements !) et de leurs enseignants. Les profs en perte horaire vont être mis en concurrence pour enseigner toute matière disponible d'une année sur l'autre !

De plus, seules 4 matières seront présentées au Bac en juin de façon anonyme, 3 écrites et 1 orale (au lieu d'au moins 16 pour certaines filières aujourd'hui) : la philo, les 2 spécialités et le fameux « grand oral » dont on ne sait rien sauf qu'il sera préparé en Première et Terminale par les enseignants de spécialité. Toutes les matières du tronc commun (sauf le Français évalué comme avant à l'écrit et à l'oral en Première, en juin, et la philo), soit l'Histoire-géo-EMC, les langues, l'EPS et la nouvelle matière « Humanités scientifiques et numériques » (dont on ne sait strictement rien) seront évaluées dès le Printemps 2022 en Terminale par les enseignants, sans doute sur leurs heures de cours ou sous des formes de certification de type CCF (Contrôle continu en cours de formation existant déjà dans l'enseignement professionnel). Cela signifie plus de travail non payé aux dépens des apprentissages, des évaluations constantes et sélectives au lieu de l'attention due à chaque élève. C'est aussi moins si ce n'est aucun temps pour des projets ou sorties avec les élèves des classes d'examen.

Le contrôle continu représentera 40 % du bac (et ce, dès la Première) et sera organisé différemment selon les établissements : c'est la généralisation du lycée à la carte pétri d'inégalités, dur pour les plus faibles, surchargeant les profs de tâches d'évaluation non payées pour répondre à des critères chiffrés de sélection sociale, de concurrence entre établissements.

De ce lycée-là, on n'en veut pas !

C'est bien sûr le contraire du lycée de travailleurs de l'Éducation, de savoirs et d'émancipation pour toutes et tous que nous défendons. Des lycéens en lutte contre ces réformes ont été victimes de la répression dans leurs lycées mais surtout dans la rue avec de nombreuses arrestations et blessés en particulier à Bordeaux en novembre et décembre derniers.

Aujourd'hui, les enseignants regroupés dans les « Stylos Rouges », encouragés par le mouvement des Gilets jaunes,

dénoncent aussi ces réformes. Nous ne gagnerons pas sans nous mettre en grève avec les autres salariés pour des augmentations de salaires, contre la précarité et les suppressions de postes. Nous devons continuer à expliquer en salles des profs que nos intérêts sont communs et que nous devons affronter les gouvernements des riches pour imposer nos intérêts de salariés et le droit de tous les jeunes à une véritable éducation.

Le 17 janvier 2019

Stylos rouges : pour aider à construire une lutte d'ensemble ?

Depuis fin décembre, un mouvement de profs s'est développé essentiellement sur les réseaux sociaux : les « stylos rouges ». En Gironde, près de 1000 collègues s'y sont inscrits ; nationalement, près de 65 000.

Les « stylos rouges » mettent en avant des revendications qui unifient toute la profession : augmentations des salaires, limitation du nombre d'élèves par classe, embauches de personnel, contre les réformes Blanquer, retrait du jour de carence, retour à l'ancien système de calcul des retraites. Des revendications qui vont plus loin que celles de nombre de syndicats du secteur.

L'affirmation de revendications pour tous les personnels est une question clé, alors que notre secteur est gangrené par le corporatisme des organisations syndicales (syndicats des profs des écoles, syndicats du secondaire, syndicats des profs de sports, syndicats des profs de LP, etc.) et des systèmes paritaires (autant d'instances que de catégories...).

Combien de fois un appel à la grève est lancé uniquement dans le primaire ou inversement dans le secondaire ? Les « stylos rouges » expriment sans doute un ras-le-bol de cette division.

Se discute aussi la question des moyens pour agir. Alors que le mouvement des gilets jaunes affronte le pouvoir depuis plus de deux mois, une partie des « stylos rouges » tient à s'en démarquer clairement et rejette la perspective de l'affrontement pour obtenir satisfaction. Ils proposent des actions qui n'auront aucun effet (envoi d'un stylo à Macron, rencontre avec des députés, mettre 20/20 à tous les élèves...). Mais toute une partie se sent solidaire des gilets jaunes, veut entraîner les collègues et les syndicats dans la construction d'un mouvement d'ensemble, vers une grève de notre secteur particulièrement attaqué par tous les ministres qui se sont succédé. C'est bien cette discussion qu'il s'agit de mener.

Pour Blanquer, faire confiance, c'est soumettre !

#pas de vagues, stylos rouges... Même s'il s'en défend, Blanquer supporte assez peu les nouvelles formes de contestation, et même la contestation tout court. La liberté d'expression ne lui convient pas, si on en juge notamment par la récente affaire d'une prof de lycée dijonnaise qui s'est fait convoquer au rectorat, après la rédaction d'une tribune critiquant un discours de Macron.

« *Faites les donc taire !* », c'est ainsi que pourrait se résumer la philosophie de l'article 1 de la future loi sur « *L'école de la confiance* » (sic!)

Il introduirait l'article L.111-3-1 dans le Code de l'éducation, en ces termes : « *Par leur engagement et leur exemplarité, les personnels de la communauté éducative contribuent à l'établissement d'un lien de confiance qui doit unir les élèves et leur familles au service public de l'éducation* ».

Derrière ce prêchi-prêcha, se cache en fait l'introduction dans la loi d'un devoir de réserve des enseignants qui jusqu'ici n'avait pas de fondement légal. Un outil de sanction redoutable qui permettrait de poursuivre des enseignant.e.s qui chercheraient à « *dénigrer auprès du*

public par des propos gravement mensongers ou diffamatoires leurs collègues et de manière générale l'institution scolaire » (extrait de l'étude d'impact du projet de loi, un document adressé par le ministère aux députés).

Une possibilité de sanction inédite, avec de futures révocations pour délit d'opinion.

Cette volonté de soumettre, de museler toute velléité de contestation (particulièrement sur les réseaux sociaux) est à la fois le signe d'un pouvoir autoritaire, mais qui a aussi peur de se faire déborder.

Suite aux réactions à cet article 1, Blanquer parle de « *malentendu* », et affirme qu'il sera réécrit... Le Conseil d'État a dû finir de le convaincre, puisqu'il indique que cet article serait censuré par le Conseil constitutionnel s'il restait en l'état.

La liberté d'expression est notre droit, il faut s'en emparer pour dénoncer la casse continue du service public de l'éducation. Blanquer, si tu rêvais de grande muette, tu t'es trompé de ministère !

Macron provoque encore et encore

Dimanche soir, Macron nous a donc écrit... Sympa, il nous propose de répondre aux questions qu'il a lui-même posées. C'est cool, pas besoin de se casser la tête ! Il y a juste un problème : rien sur les salaires, l'ISF, les conditions de travail, l'âge de la retraite, la CSG, les APL, les indemnités chômage...

C'est vrai que vendredi dernier, louant « *le sens de l'effort* », Macron nous a expliqué devant la galette des rois à l'Élysée: « *les troubles que notre société traverse sont parfois dus au fait que beaucoup trop de nos concitoyens pensent qu'on peut obtenir* » quelque chose « *sans que cet effort soit apporté* ».

C'est donc ça ! Ca doit aussi être le sens de l'effort qui permet aux actionnaires du CAC 40 d'engranger des milliards... sans bouger le petit doigt !

La seule réponse du gouvernement : la répression et la violence

Chaque semaine, des manifestant.e.s sont gravement blessé.e.s. Samedi dernier à Bordeaux, c'est un père de famille de Bazas, par ailleurs pompier volontaire, qui a reçu un tir de flashball en pleine tête alors qu'il était de dos. Il était toujours dans le coma trois jours après. Le Préfet a finalement ouvert une enquête après avoir couvert les faits pendant plusieurs jours !

Les chiffres sont impressionnants : près de 3000 blessés dont plusieurs centaines grièvement. 10 personnes éborgnées par tirs de flashball à hauteur de tête, 5 mains arrachées par des grenades de désencerclement dont 2 à Bordeaux (des grenades explosives GLI-F4 interdites ailleurs en Europe).

Ca ruisselle... vers les riches

Les 40 plus grands groupes français ont versé 57,4 milliards à leurs actionnaires en 2018 : + 12,8 % par rapport à l'an dernier, mais surtout + 62 % par rapport à 2009... les actionnaires se frottent les mains. Total arrive en tête en versant à lui seul 10 milliards de dividendes !

Du coup, les « experts » se sont succédés sur les plateaux télé pour nous expliquer que c'est une bonne nouvelle pour nous, pour « l'économie »... A les entendre, toutes ces richesses ne peuvent que « ruisseler » sur notre pouvoir d'achat.

Mensonges, ces profits viennent directement des mesures d'austérité, des salaires gelés, de la précarité, des temps partiels, des pensions à reculons... D'après l'INSEE, le niveau de vie des 40 % les moins riches a diminué entre 2008 et 2016.

Jamais depuis 68 on n'a vu une telle violence du pouvoir.

Et une telle répression : 5600 gardes à vue et 292 incarcérations. Une des plus connues est celle de Christophe Dettinger, le manifestant boxeur emprisonné en attendant son procès le 13 février. Et le gouvernement ne compte pas s'arrêter là : il envisage désormais des arrestations préventives qui, comme le nom l'indique, cibleraient « préventivement » des manifestants qui n'auraient donc commis aucun délit.

Des mesures qui ne peuvent qu'amplifier la révolte et la détermination de ceux qui manifestent pour plus de justice, des salaires permettant de vivre dignement, élever ses enfants...

Le NPA vous invite... deux initiatives

Vendredi 18 janvier à 19h au local du NPA



Vendredi 25 janvier à 20h à l'Athénée Municipal

LE NPA VOUS INVITE À DÉBATTRE
DES LUTTES SOCIALES, DU MOUVEMENT
DES GILETS JAUNES ET DES PERSPECTIVES
REUNION PUBLIQUE



VENDREDI 25 JANVIER - 20 H
ATHÉNÉE MUNICIPAL - BORDEAUX



Pour s'abonner à cette lettre électronique, merci d'envoyer votre mail ou ceux de vos proches à contact@npa33.org, en précisant « **lettre éducation** »

Pour vous désabonner, merci d'envoyer un mail à contact@npa33.org, en précisant « **désabonnement lettre éducation** »

www.npa33.org

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX
courriel : contact@npa33.org - Tel : 07 83 64 43 49